

POUR LE MONDE DU TRAVAIL ET LA JEUNESSE : LA SOLUTION NE VIENDRA PAS DES URNES

À peine le temps de scander « Lecornu dégage » qu'il a déjà plié boutique, emportant avec lui son gouvernement éclair de ministres recyclés... certes avec un petit sursis donné par Macron jusqu'à mercredi soir. Désolant, ce spectacle ? Il ne nous fera pas pleurer ! Ces ministres du dimanche soir toucheront plus d'indemnités pour douze heures en poste que les ouvriers de Stellantis Poissy licenciés après 30 ans à la chaîne. Et ces jeux politiciens sont d'autant plus risibles que du PS au RN, tous sont prêts à voter un budget de guerre sociale comme le budget de Bayrou. Tous savent aussi combien d'électeurs ils perdraient en 2027, dans les classes populaires, s'ils en prenaient la responsabilité. Blocage, car le grand patronat, la classe des milliardaires, exige des politiciens qui prétendent les représenter qu'ils poursuivent son offensive anti-sociale, quoi qu'il en coûte.

La mascarade à droite et à l'extrême droite

Retailleau, qui tire maintenant à boulets rouges sur un gouvernement dont il était ministre de l'Intérieur, explique qu'il n'est pas responsable de sa démission. D'ex-Premiers ministres de Macron, Attal et Philippe, quittent le navire ! Tous pleurent sur l'incapacité (des autres) à trouver des compromis, tout en exigeant qu'ils rallient leurs propres positions. Le RN, de son côté, appelle à de nouvelles élections législatives, qu'il pense pouvoir remporter tant sa démagogie raciste et sécuritaire est reprise et validée par tous les partis du gouvernement. Et il insiste : lui aussi mènerait la même politique au service des riches et des patrons.

Les illusions de la gauche institutionnelle

Le PS, les Verts et le PCF rappellent Lucie Castet, leur ex-candidate au poste de Première ministre, et confirment qu'ils postulent à gouverner... contre les classes populaires ! La FI de Mélenchon appelle à une élection présidentielle, une posture qui apparaît plus radicale mais qui n'offre pas d'autre horizon

qu'une nouvelle élection. Et la FI tente de ressusciter le Nouveau Front populaire, c'est-à-dire de ressusciter un PS avec lequel elle gouvernerait.

Qu'il semble loin ce temps du 10 septembre où Jean-Luc Mélenchon et la FI appelaient à la grève générale... mais vantaient en même temps l'attitude responsable de l'intersyndicale qui proposait une journée de grève interprofessionnelle le 18, pour tenter de reprendre le contrôle d'une coagulation des colères et des luttes qui s'est exprimée spectaculairement par la journée de grèves et de blocage du 10 septembre. Une intersyndicale qui, rappelons-le, avait appelé à voter NFP il y a un peu plus d'un an !

Construire un parti révolutionnaire, aussi fidèle aux intérêts des classes populaires que Macron l'est à ceux des patrons !

Tous les partis qui aspirent à gouverner partagent fondamentalement un programme commun : celui de protéger les intérêts du patronat et la place de l'impérialisme français dans le monde. Tous, y compris la France insoumise, s'accordent sur l'augmentation des budgets militaires et sur le nécessaire versement aux banques de cette rente inique que sont les intérêts de la dette de l'État. Cette crise politique, c'est précisément le symptôme de l'incapacité du système capitaliste, qu'ils protègent tous, à faire vivre l'humanité. D'où des révoltes et une urgence : c'est nous qui travaillons, c'est nous qui devons décider !

Une seule voie : ne pas tourner la page qui s'est ouverte le 10 septembre et s'est prolongée le 18 et le 2 octobre. Avoir l'objectif, pour tout changer, de continuer à se mobiliser et tout bloquer. Mais pas au Parlement ! Par la grève, qui est l'arme des travailleurs, aux côtés de la jeunesse. La vraie démocratie, elle est dans nos assemblées générales et nos manifestations. Organisons-nous par nos luttes et nos grèves ! Il nous faut faire vivre la perspective d'un pouvoir des travailleurs, seul débouché aux crises du capitalisme.